

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°362 - 11 au 24 juin 1982

18^e ANNÉE - 3 F

Lutter contre l'austérité et le militarisme

APRES LE SOMMET DE VERSAILLES

La guerre économique: une guerre contre la classe ouvrière

Le sommet de Versailles le confirme une nouvelle fois: le capitalisme n'a d'autre réponse à sa crise que l'accentuation de la guerre économique et la course au militarisme, qui sont avant tout une guerre contre la classe ouvrière de tous les pays. La tâche des communistes est d'aider la classe ouvrière à conquérir son indépendance de classe dans ses réactions à l'austérité et aux préparatifs de guerre et de préparer la révolution communiste, seule issue au cycle infernal des crises et des guerres.

Les capitalistes ont présenté ces dernières années l'endettement du Tiers Monde comme un risque important qui menaçait

de faire s'écrouler le système financier et avec lui toute l'économie mondiale. Les salaires ont été baissés (parfois de 50%) sur ordre du Fonds Monétaire International, et pour cela la dictature bourgeoise a été renforcée dans de nombreux pays (Pérou, Turquie, Maroc, etc.), mais cet endettement s'accroît toujours.

En décembre, les banquiers, inquiets de la dette polonaise, ont accueilli avec soulagement le coup de force de Jaruzelski pour remettre la classe ouvrière au travail. La classe ouvrière polonaise a du mal à accepter les sacrifices, et d'autres pays de l'Est (Roumanie, Yougoslavie) ont à présent du mal à rembourser leur dette, menaçant ainsi en

premier lieu le capitalisme allemand.

Et maintenant, on apprend que tous ces risques ne sont rien à côté de ceux que font courir au capitalisme une bonne dizaine des plus grosses sociétés américaines aujourd'hui au bord de la faillite, qui sont précisément celles qui étaient les plus performantes il y a quinze ans!

Première conclusion: c'est bien la course au progrès capitaliste qui mène au précipice.

Deuxième conclusion: la gangrène, qui a commencé à l'orteil, finit par toucher le cœur.

Dans ces conditions de crise à laquelle on n'espère plus d'issue proche, Mitterrand et Schmidt ont beau prier Reagan, venu à

(Suite page 2)

L'impérialisme français "passionné" pour le Liban

Vraiment, l'« anti-impérialisme » à la mode française est étrangement unilatéral.

Le voyage de Reagan en France remue le ban et l'arrière-ban de ce que le pays compte de militants à prétentions « anti-impérialistes » et « révolutionnaires ». Mais le tour du propriétaire des chasses gardées d'Afrique noire par Mitterrand n'a sou-

levé que quelques protestations. Même chose pour le voyage impromptu de Mauroy à Beyrouth, salué par toutes les tendances de l'impérialisme français comme une réaffirmation ferme et attendue de la « présence française au Liban ».

Il est clair que les appétits de l'impérialisme français se por-

(Suite page 2)

BILAN DU 5 JUILLET

Perspective de lutte contre le militarisme

La situation internationale est marquée par la crise économique: le sommet de Versailles montre à l'évidence que l'issue n'en est pas proche. Elle est aussi marquée par la course aux armements, en particulier en Europe, où l'installation de missiles nucléaires grandit de part et d'autre (russes, américains, mais aussi anglais et français, ne l'oublions pas!), et par la mise en évidence de plus en plus nette que l'Europe est un futur « théâtre de bataille » privilégié. La guerre Iran-Irak, qui dure depuis deux ans n'avait déjà plus rien à voir avec les

guerres d'émancipation nationale qui ont dominé la scène pendant trente années. Celle des Malouines confirme que les différentes bourgeoisies peuvent mener des guerres non seulement pour des raisons de brigandage capitaliste, mais aussi pour sceller l'union sacrée des classes sociales.

Dans ces conditions, accueillir Reagan comme le **seul fauteur de crise et de guerre**, en oubliant que l'impérialisme russe sévit en Afghanistan, en Pologne, ou ailleurs, et surtout au moment où Mitterrand

(Suite page 3)

AUX USA, LA CLASSE OUVRIERE FACE A L'ATTAQUE DU CAPITAL

Lire page 3

Chooz: une possibilité de lier la lutte anti-nucléaire à la lutte ouvrière

Dans la région de Chooz (Ardennes) la mobilisation contre la centrale nucléaire en construction a donné lieu au quadrillage de la région par des forces policières énormes, et à des affrontements violents et répétés avec les manifestants anti-nucléaires. Cette lutte contre le danger nucléaire s'est doublée de ce fait d'une lutte contre la répression croissante du gouvernement PS, nécessaire pour imposer les solutions capitalistes à la population locale. C'est ainsi que Mauroy a déclaré: « *Un petit village des Ardennes n'arrêtera pas la marche de la France.* »

Le véritable état de siège instauré par les flics a permis depuis le mois de mars une certaine convergence entre la lutte contre la centrale et celle des sidérurgistes d'une usine voi-

sine: 900 ouvriers de la Chiers de Vireux (du groupe Usinor) sont menacés de licenciement. Il est clair que la stratégie adoptée par l'Etat consiste à établir un « *désert industriel* » autour de la centrale. Les sidérurgistes ont bien compris qu'ils en étaient les premières victimes, et que les promesses de reclassement des licenciés à la centrale de Chooz étaient totalement bidon! Les mêmes promesses ont d'ailleurs été faites aussi aux ouvriers de la centrale de Gravelines...

Dans ces luttes, la CGT a joué ouvertement le rôle de soutien des projets gouvernementaux, d'un côté en appuyant la construction de la centrale, et de l'autre en sabotant complètement la résistance ouvrière au plan de restructuration du

(Suite page 4)

Lutter contre l'impérialisme, c'est lutter d'abord contre sa bourgeoisie

Nous avons vu dans le précédent numéro du *Prolétaire* que la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme excluait toute alliance avec un impérialisme, et en particulier l'alliance avec « son » impérialisme contre un autre. Nous avons montré que dans l'histoire une telle alliance a toujours entraîné la défaite et l'écrasement du prolétariat.

Nous considérons cette fois la position qui réfute formellement toute alliance et tout soutien à un impérialisme, mais qui prétend que l'impérialisme étant un système mondial uniforme, les coups doivent se porter avant tout sur le chef de file: les Etats-Unis.

Cette position, préconisée aujourd'hui entres autres par la plupart des organisations défendant la stratégie de la « lutte armée pour le communisme », part d'une réalité indéniable, celle de la puissance colossale de l'impérialisme américain, sa tendance à conquérir toujours davantage de nouvelles chasses gardées, sa prétention à être le gendarme du monde.

Mais si les USA sont aujourd'hui l'Etat impérialiste le plus puissant et s'ils parviennent dans une grande mesure à dicter leurs volontés aux autres, on ne peut ravalier les autres Etats bourgeois à de simples agents et instruments des USA. Sans même parler de l'opposition des deux grands blocs impérialistes, même le camp occidental est déchiré par des antagonismes et des rivalités inter-

impérialistes.

Ignorer cette réalité complexe revient à imaginer une sorte d'« ultra-impérialisme » à la Kautsky, démolie en théorie par Lénine et pratiquement par la situation réelle. Il suffit de regarder celle-ci pour voir que, même secondaire et même subordonné, chaque impérialisme essaie de faire valoir ses intérêts propres.

La France, par exemple, mais la position de tous les Etats européens est au fond analogue, est loin d'être un simple **exécutant** de l'Oncle Sam. En Afrique en particulier, elle défend avec acharnement ses chasses gardées, ses sources de matières premières, ses débouchés et ses investissements; et c'est avant tout pour elle-même qu'elle fait le gendarme en Afrique, défendant politiquement et militairement, comme à Kolwezi, les régimes qui veillent sur la stabilité sociale.

Affirmer que l'Etat impérialiste français opère avant tout pour son compte ne signifie pas que ses intérêts ne puissent converger avec ceux des Etats-Unis. Souvent, le Pentagone ne trouve rien à redire aux interventions françaises (Tchad, Liban, Zaïre) car la stabilité sociale, la sécurité des approvisionnements en matières premières de l'Occident est un objectif commun à **tous les pays impérialistes** occidentaux face à la concurrence militaire russe.

Mais il reste tout aussi vrai, et c'est

la cause des guerres, que chaque Etat impérialiste est un **concurrent** et donc un **ennemi** en puissance du voisin, et cherche inévitablement à se défendre, y compris contre ses alliés. La guerre des Malouines est là pour le prouver. Une des caractéristiques de la politique gaulliste, qui exprimait la défense d'intérêts bourgeois précis, était de se protéger contre la concurrence américaine. Ainsi la France n'hésitait pas, comme en 1967, à envoyer les parachutistes français au Gabon pour un coup d'Etat anti-américain.

C'est dire que l'entente politique et militaire entre les différentes composantes impérialistes du bloc occidental s'arrête là où les intérêts vitaux des divers impérialismes divergent et **s'opposent**. L'ignorer, c'est ignorer aussi que le rapport des forces entre les nations bourgeoises peut changer et que le déclin ou la chute d'un despote impérialiste n'implique pas la chute de l'impérialisme.

La position des courants qui se braquent exclusivement sur l'impérialisme US s'explique notamment par le fait qu'ils n'envisagent la lutte anti-impérialiste que comme le **prolongement** des luttes menées dans les années 60-70 dans les aires périphériques en proie à l'impérialisme US et ne parviennent pas à se placer du point de vue des tâches propres incombant au prolétariat des métropoles.

(Suite page 2)

Après le sommet de Versailles

(Suite de la page 1)

Versailles et à Bonn, de baisser les taux d'intérêt américains pour permettre la reprise mondiale. Celui-ci estime que ce qui est bon pour l'Amérique est bon pour le monde. Or l'Amérique n'a qu'une idée : profiter de la crise économique à l'Est et de la peur des fusées russes en Europe pour monter l'un contre l'autre son principal concurrent militaire (la Russie) et son principal concurrent économique (l'Europe), tout en réduisant leurs puissances respectives.

En revanche, il y a un point où la solidarité entre Europe et Amérique risque de marcher à fond, c'est punir le Japon d'être si productif. Bref, cette « solidarité » dont tout le monde se gargarise, n'est que le masque de la guerre économique et du militarisme.

★
Mitterrand et Mauroy ont beau dénoncer le « libéralisme sauvage » à la Thatcher ou à la Reagan, qui paraît-il, est responsable du chômage, le « socialisme français » fait tout aussi bien. Malgré la chasse aux immigrés, les mesures pour dissuader les femmes à travailler, l'allongement de la scolarité, la précarisation générale et le trucage massif des statistiques, on va atteindre 2,3 millions de chômeurs d'ici la fin de l'année. Et les cotisations-chômage vont réduire substantiellement le pouvoir d'achat de la classe ouvrière !

Mitterrand et Mauroy ont beau avoir une politique sociale « radicalement différente » de celle de Reagan, qui a réduit de façon draconienne la couverture sociale des salariés, c'est leur gouvernement qui s'apprête maintenant à donner dans la Sécurité sociale les coups de ciseaux que même Barre avait

hésité à engager.

En Italie, c'est un coup de force du patronat qui a supprimé l'échelle mobile garantissant l'indexation d'une partie du salaire, du moins au bas de l'échelle. Ici, c'est le gouvernement socialiste lui-même, que les carpettes de l'ex-extrême gauche avachie voudraient transformer en une machine de guerre anti-capitaliste, qui est en train de mettre sur pied un plan de blocage des salaires. Et au même moment, ce sont les syndicats qui se prononcent pour la rigueur, pourvu naturellement qu'elle soit accompagnée de toute la démagogie nécessaire sur la « justice sociale ». Et ce sont eux qui s'efforcent de canaliser le mécontentement ouvrier dans l'impasse des « droits nouveaux », agités alternativement avec le bâton de Def-

Partout donc, que ce soit sous le visage du libéralisme de Reagan, du faux communisme de Jaruzelski, de la démocratie chrétienne de Spadolini ou de la démocratie « socialiste » de Mitterrand, les différentes bourgeoisies ne mènent entre elles la guerre économique qu'au prix d'une guerre générale, sociale cette fois, contre les conditions de vie, de travail et de lutte de « leur » classe ouvrière.

★
Cette guerre n'est qu'une fuite en avant devant les conséquences catastrophiques du capitalisme et mène à terme à des conflits militaires, dont celui des Malouines est une répétition expérimentale, conflits qui ne résoudre pas plus le problème que les deux guerres mondiales précédentes.

Et pourtant c'est pour cette perspective qu'on réclame de la classe ouvrière, dans tous les pays, patriotisme, efforts, sacri-

fices et abnégation !

Il appartient aux communistes révolutionnaires de combattre cette perspective et d'en tracer une autre : celle de l'union des prolétaires de tous les pays contre l'austérité, le chauvinisme, la guerre économique et le militarisme, pour la préparation de la révolution communiste mondiale, et de renforcer le parti qui doit en être le guide.

Assurément, cette position intransigeante ne rencontre encore que peu d'écho aujourd'hui, et le prolétariat est encore sous le coup du découragement provoqué par la chute brutale d'illusions cultivées pendant des décennies sur le progrès, le bien-être et la paix. Il faut cependant s'y tenir fermement pour ouvrir la voie où la classe ouvrière sera irrésistiblement poussée par l'approfondissement de la crise générale de la société capitaliste.

Des luttes prémonitoires en témoignent, au Pérou, en Amérique centrale ou en Turquie, en Algérie et en Pologne et, même si c'est encore à moindre échelle, dans les vieilles démocraties impérialistes opulentes et repues. Si dans les réactions ouvrières d'aujourd'hui, même les plus modestes, les communistes révolutionnaires savent faire valoir l'efficacité et la valeur de l'indépendance de classe du prolétariat, la classe ouvrière reprendra petit à petit confiance dans ses propres forces et pourra songer à son avenir : dans les dures épreuves qui les attendent, des masses immenses de prolétaires finiront par se convaincre que, sacrifices par sacrifices, il vaut mieux les faire pour soi-même, pour en finir une bonne fois pour toutes avec le capitalisme et son cortège de faim, de misère, d'insécurité et de guerres.

L'impérialisme français "passionné" pour le Liban

(Suite de la page 1)

lent avidement sur cet infortuné pays, créé de toutes pièces dans les années vingt pour dresser un pare-feu contre la révolte nationale à Damas, alors sous la coupe coloniale de la France. Syrie et Liban sont devenus indépendants au sortir de la deuxième guerre, mais l'impérialisme français a gardé de solides intérêts au Liban, pays réputé pour ses banques, et où le premier établissement du pays, la Banque libano-française, est contrôlée à 70% par Indosuez, nouvellement nationalisée et donc... socialiste !

Surtout depuis quelques années, l'impérialisme français essaie, par le canal du Liban, de mettre sa patte dans les événements de la région.

On sait que des paras français, intelligemment transformés en casques bleus — mais retrouvant rapidement leur béret rouge à l'occasion — ont été dépêchés sur place pour empêcher l'infiltration de Palestiniens au Sud et donc des attaques contre Israël. Mais cela n'interdit nullement à l'Etat-mercenaire de lancer régulièrement ses raids aériens sur Beyrouth : les derniers, en date des 4 et 5 juin, ont fait plusieurs centaines de morts...

De plus, la Syrie cherche à utiliser sa domination sur l'OLP et

le Liban comme monnaie d'échange avec Israël : elle a besoin que l'ordre règne à Beyrouth pour avoir la paix à Damas. Mais le brigand impérialiste français cherche, lui, à rendre le Liban et l'OLP plus indépendants de la Syrie.

Il est donc naturel que le petit brigand bourgeois de Damas s'irrite de ce manège et lance des piques à cet empêchement de tourner en rond : c'est la signification des attentats contre l'ambassade de France à Beyrouth. Il ne faut donc pas tomber dans le panneau d'une France généreuse et innocente venue sur place uniquement pour trouver le chemin vers la paix et dérangeant ainsi des démons qui ont intérêt à maintenir une situation de non-paix non-guerre.

Derrière le « geste de passion » de la France pour le Liban dont a parlé Mauroy, il n'y a donc en réalité que de sordides intérêts impérialistes. Ces intérêts sont précisément ceux qui fomentent aux pieds ceux des prolétaires et des masses exploitées du Liban, de Palestine et du Moyen-Orient, mais aussi ceux des prolétaires de la métropole impérialiste.

Le véritable anti-impérialisme consiste ici à dénoncer devant le prolétariat ces intérêts que laissent prudemment dans l'ombre les forces soi-disant d'« extrême gauche », qui préfèrent dénoncer l'impérialisme... des autres. Le véritable anti-impérialisme consiste à combattre avant tout son propre impérialisme, afin de favoriser l'union internationale de la classe ouvrière.

REUNIONS PUBLIQUES

■ A LYON: jeudi 17 juin, à 20h30, MAJO de Villeurbanne 2, impasse Métral (M° République)

■ A GRENOBLE : vendredi 18 juin, 20h30. Salle Millet 11, rue Millet

PAS DE PAIX SANS REVOLUTION

Lutter contre l'impérialisme c'est d'abord lutter contre sa bourgeoisie

(Suite de la page 1)

Un autre aspect de cette position simplificatrice doit être relevé : le fait de montrer comme **seule cible** l'impérialisme américain risque de converger, objectivement, avec les velléités d'indépendance des petits impérialismes ; cela ne permet pas aux prolétaires de ces pays de rompre avec leur propre bourgeoisie, mais risque d'aider celle-ci à les embrigader sous son drapeau dans une guerre entre impérialismes. Or, si on lit les tracts ou affiches d'Action Directe ou du Comité Révolutionnaire Anti-Impérialiste, on est frappé par cet aspect unilatéral, par l'absence de toute mention des contradictions, antagonismes et heurts entre les divers impérialismes — russe compris.

L'internationalisme et l'anti-impérialisme prolétaires sont à l'opposé de la dénonciation d'un seul camp. C'est le combat pour l'indépendance de classe face à tous ceux qui commencent à justifier la prochaine boucherie : croisade pour les « droits de l'homme » pour l'impérialisme américain, croisade « anti-impérialiste » pour la Russie, « indépendance » et « paix » pour les impérialismes européens. La lutte révolutionnaire dénonce tout Etat impérialiste, même faible, comme agresseur par nature, comme fauteur de guerre. Seule la taille et la puissance les distinguent, et chaque petit brigand impérialiste aspire à devenir grand.

Il faut donc montrer dans tous les pays aux prolétaires que leur premier ennemi est « leur » Etat, « leur » impérialisme, ce qu'oublie ou cachent ceux qui ne dénoncent que l'impérialisme des autres.

Affirmer ici, dans un pays qui pille une grande partie de l'Afrique et qui occupe le Liban, que l'impérialisme français est une marionnette aux mains du Pentagone, ne peut qu'entraîner ici la construction d'une solidarité prolétarienne avec les masses exploitées victimes de l'impérialisme.

Cela ne peut que susciter là-bas la méfiance des masses en lutte envers le prolétariat des métropoles qui se désintéresserait ainsi de la responsabilité de l'impérialisme français.

La seule voie possible pour s'opposer au chauvinisme, aux préjugés impérialistes répandus par la bourgeoisie et ses laquais dans le prolétariat est de dénoncer dans tous les pays la domination exercée par sa bourgeoisie. C'est cela, notamment, qui sépare les communistes de toute la gamme des positions

opportunistes.

Le fait que la théorie du « commandement général US » se développe en Europe est d'autant plus dangereux que c'est vraisemblablement en Europe que se gagneront les premières batailles vraiment décisives de la révolution qui fera craquer la chaîne des grands Etats impérialistes, même si le coup d'envoi devait être donné par un pays ou une aire « périphérique », ou l'ordre bourgeois est plus vulnérable.

Enfin, le dernier point à souligner est l'appel que font ces courants à lutter d'abord contre le plus fort. La guerre de classe obéit aux mêmes lois que la guerre militaire. Il faut accumuler, préparer, organiser ses forces non pas en partant à l'assaut du point où l'ennemi est le plus fort, mais frapper d'abord le maillon faible afin de prendre une meilleure position pour l'attaque décisive contre le plus fort.

Venons-en à la situation immédiate. Comment donner force et confiance au prolétariat si on lui indique d'emblée la cible finale, la plus difficile, en oubliant celle qui se trouve devant lui ?

Lancer le prolétariat d'ici contre un « commandement général » situé à 8.000 km, quand il n'est même pas en mesure de s'opposer au pillage de « son » impérialisme et à l'exploitation bestiale dont sont l'objet ses frères de classe immigrés, de résister à l'offensive du capital et de combattre ici un Etat bourgeois bien plus faible, c'est paralyser ses réactions en lui indiquant uniquement une cible inaccessible.

L'appeler maintenant à « répondre aux balles par les balles », quand il n'a pas encore la force de rompre avec le militarisme bourgeois, c'est aussi, inévitablement, abandonner ceux qui ne peuvent se placer d'emblée sur ce terrain, c'est-à-dire les prolétaires dans leur quasi totalité, et les laisser sous les coups de la préparation militariste bourgeoise.

Ces positions peuvent s'expliquer par l'attrait que les luttes des pays dominés peuvent exercer ici sur des révolutionnaires à un moment où les prolétaires des métropoles commencent à peine à se relever après le long sommeil de la contre-révolution. Mais elles ne contribuent pas au réveil de classe. Celui-ci implique certes la solidarité avec les luttes des peuples opprimés, mais il doit dépasser l'anti-impérialisme « tiers-mondiste », indiquer aux prolétaires leurs tâches et leurs responsabilités propres et les aider à se dresser contre leur propre bourgeoisie.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

LA GAUCHE TUE !

Slimane, camarade de lutte du groupe Jeunes Français-Immigrés s'est suicidé mercredi 2 juin à Roubaix. Il avait 31 ans.

Il n'a pas pu supporter la répression quotidienne que subissent les jeunes du quartier de Pile. Il n'a plus supporté face à l'intervention policière du 27 mai à la Limace Bleue (école du quartier), les pleurnicheries démocratiques qui étouffent la révolte des jeunes. Le découragement l'a gagné. C'est vrai que la mobilisation face à la répression brutale est difficile surtout lorsque tous les flics et curés de « gauche » s'emploient à isoler les éléments sincères. Surtout quand c'est la mairie « socialiste » qui dirige cette répression et que les illusions tombent les uns après les autres.

Le groupe Jeunes Français Immigrés appelle à une manifestation le jour de l'enterrement de Slimane. Tôt ou tard, il sera vengé et de la seule manière possible : en organisant sur le quartier des réseaux d'autodéfense face aux flics et aux milices qui harcèlent, intimident et répriment.

De cette façon la mort de Slimane ne sera pas vaine.

Aux Etats-Unis la classe ouvrière face à l'attaque du capital

Un des principaux points du programme de Reagan était la réduction des dépenses publiques. On a donc fait des coupes sombres dans les dépenses d'assistance, de santé, dans le flot de dollars judicieusement réparti en millions de petits ruisseaux du « welfare state » pour amortir les réactions des plus pauvres, les acheter et les diviser, et maquiller les plaies sociales les plus hideuses. Un exemple des nouvelles mesures : il est question de prendre en compte les bons alimentaires distribués aux indigents des villes dans l'estimation de leurs « revenus », qui sert à fixer les loyers ! Ainsi des quartiers entiers de New York et des grandes villes ont été abandonnés à la désagrégation, à la mort sociale...

La réduction a porté aussi, entre autres, sur le nombre d'inspecteurs du travail. En 1981, on a compté 147 morts dans les mines de charbon (un record depuis six ans), 24 morts en une semaine dans les mines de l'Ouest. Un grand journal archibourgeois commentait en décembre dernier : « *Le risque d'accidents du travail a atteint le niveau le plus élevé depuis l'époque des sweat-shops* [les ateliers du début du siècle où l'on surexploitait les immigrés] et les années du « *travail accéléré* » de 1920 à 1930 », et il ajoutait : « *La sécurité du travail a commencé à se détériorer après 1975 : la*

concurrence internationale et un marché du travail trop rigide ont provoqué la contraction des profits et poussé à une intensification toujours plus risquée des rythmes de production » (New York Times du 13.12.1981). En 1979 déjà, le taux global des accidents du travail a dépassé celui de l'année 1943, en pleine production de guerre intensive !

Ce n'est là qu'un aspect de l'attaque ouverte du capital contre les prolétaires aux USA, attaque qui touche aussi des catégories plus protégées, longtemps citées comme exemple de la « prospérité » possible pour les travailleurs. Aux USA aussi désormais, la bourgeoisie ne se contente pas de dire que les prolétaires doivent se sacrifier, elle est passée aux actes.

CHOMAGE ET AUTOLIMITATION DES SALAIRES

Le taux de chômage atteignait fin 1981 8,4%. Avec 9,4% en mai 1982, il a dépassé depuis le chiffre record de l'après-guerre, 9% en 1975, après le « choc pétrolier ». Fait nouveau, ce chômage ne touche plus seulement les catégories traditionnellement les plus vulnérables, le taux de chômage est déjà de 8% pour les ouvriers adultes. Face à ce phénomène alarmant, le gouvernement US se préoccupe surtout immédiatement de faire baisser... les statistiques. Chaque bourgeoisie a pour cela ses

trucs : ceux du gouvernement Reagan consistent d'abord à rayer des listes les jeunes travailleurs fréquentant une école, les femmes dont le mari a un emploi à plein temps, les moins de 25 ans.

Les licenciements flambent. Le trust US/Steel, le colosse de l'acier (95 000 ouvriers), a décidé de fermer ses plus grandes usines, celles de Pittsburgh. 1 000 nouvelles suspensions d'emploi, après les 14 fermetures d'établissement de 1979. Dans le New-Jersey, à Edison, Ford en suspend 1 550. Et le vice-secrétaire d'Etat au commerce annonçait en janvier que « *Même si l'industrie reprendrait, il faudrait supprimer encore 500 000 emplois par rapport aux chiffres d'il y a quatre ans* » (New York Times, 14.1.1982).

Et si l'industrie ne reprend pas, ce qui paraît l'hypothèse immédiate la plus probable et soulève l'inquiétude des banquiers ? Dix des plus puissantes entreprises américaines sont au bord de la faillite, et le ralentissement de l'inflation aux USA correspond plus à une récession grave qu'à une « *meilleure santé* » de l'économie...

SYNDICATS VENDUS ET « NOUVELLE COOPÉRATION »

A la veille de Noël 1981, le principal syndicat de l'automobile, l'UAW, a préparé pour ses adhérents un cadeau qui tend à

devenir classique : renégociation des salaires en baisse pour éviter — dit-il — un nouveau progrès du chômage... On connaît la chanson : « *gagner moins, mais du travail pour tous* » en Italie, « *nouvelles solidarités* » et « *partage du travail entre tous* » en France. On a vu les résultats réels par exemple à la British Leyland en Grande-Bretagne : réduction des salaires et nouvelle fournée de licenciements un an après la signature de l'accord... Le premier « *sacrifice* » consenti n'a fait qu'ouvrir l'appétit du capital pour... de nouveaux sacrifices.

Mais l'UAW est allée encore plus loin : elle s'est mise d'accord avec les patrons de General Motors pour lier la baisse des salaires à la diminution du prix de vente des voitures, pour les rendre plus compétitives. Désolation et jalousie chez Ford, le concurrent, mais... on apprenait bientôt que les patrons de Ford et de General Motors s'étaient rencontrés « *pour élaborer une stratégie commune* » vis-à-vis de l'UAW... A leur tour, les leaders du puissant syndicat des camionneurs se sont déclarés d'accord « *pour un nouveau contrat national qui (...)* inclut le blocage des salaires, une réduction des réajustements de salaires liés au coût de la vie et autres concessions importantes, pour préserver les emplois subsistants dans la branche » (International Herald Tribune du 18.1.1982). Signalons que depuis le dernier contrat syndicats-employeurs, 120 000 camionneurs ont perdu leur emploi en trois ans.

LE PATRONAT US CONTRE L'ASSOCIATION OUVRIÈRE

La classe ouvrière aux USA doit affronter sous une forme aiguë les deux obstacles que rencontrent aujourd'hui les ouvriers de tous les pays développés. Elle doit se battre en

effet à la fois contre des centralisations syndicales ultra-collaborationnistes et contre l'absence d'organisation syndicale qui caractérise des régions entières, le Middle West et surtout les Etats du Sud. Or c'est justement le Sud qui connaît un développement industriel accéléré depuis la crise de 1974. Le patronat utilise sciemment la résistance moindre des ouvriers de cette région, due à leurs liens avec la campagne, à leur dispersion, au pourcentage élevé de Noirs et de Latino-Américains de situation vulnérable, et de faible tradition syndicale. Les patrons du textile en particulier transfèrent de plus en plus leurs usines vers le Sud pour économiser sur les salaires et la sécurité du travail...

L'an dernier, le syndicat des travailleurs de l'acier (United Steel Workers) a tenté une offensive pour s'implanter dans 14 usines de Dupont de Nemours, la plus grosse entreprise d'industrie chimique des USA, avec 100 établissements et 66 000 ouvriers répartis sur tout le pays. Mais le syndicat n'a pu conquérir la majorité nécessaire pour être admis comme interlocuteur et signer les contrats (procédure instituée par le National Labor Relations Act de Roosevelt, un des inspirateurs de notre actuelle Loi Auroux sur les droits des travailleurs !). La compagnie a utilisé tous les moyens possibles pour lui barrer la route : intimidation, menaces de licenciements, pratiques de division racistes les plus dégoûtantes... Comme le montrait assez bien le film *Norma Rae* (inspiré de la longue grève du textile dans le Sud), implanter une section syndicale relève, surtout dans cette région, du sport, de l'espionnage et de la guerre civile...

Seuls des idéalistes imperméables à toute dialectique peuvent se réjouir qu'ainsi le prolé-

(Suite page 4)

BILAN DU 5 JUIN

(Suite de la page 1)

vient de faire le tour des chasses gardées françaises en Afrique Noire, où Mauroy se dépêche à Beyrouth pour affirmer la présence de l'impérialisme français, comme cela était l'orientation de fait de la manifestation du 5 juin, c'est tromper la classe ouvrière et favoriser les desseins de la bourgeoisie. C'est la raison pour laquelle nous avons essayé d'intervenir dans cette manifestation contre l'orientation officielle.

Nous l'avons fait en diffusant un tract qui affirmait que « *lutter contre la guerre impérialiste, c'est avant tout lutter contre son propre impérialisme* ». Nous y montrions le besoin de conquérir l'indépendance de classe du prolétariat, dans la lutte contre l'austérité et les préparatifs de guerre. Cela exige de lutter non seulement contre les impérialismes les plus puissants (les Etats-Unis et la Russie) mais aussi et avant tout de commencer par la lutte contre l'impérialisme français, en introduisant des objectifs de lutte contre l'impérialisme et le militarisme dans les luttes immédiates contre le « *fabriquons français* », les expulsions de travailleurs immigrés, la répression policière, la présence française en Afrique, au Liban et les DOM-TOM, l'effort militaire français, pour la solidarité internationale vis-à-vis des luttes ouvrières et en liant cette lutte à la réalisation de l'unité internationale du prolétariat, qui pourra demain s'opposer à la guerre impérialiste et la transformer en révolution communiste.

Nous avons également cherché à fournir dans la manifestation un pôle de dissociation par rapport à l'orientation officielle, susceptible de rassembler des militants et des prolétaires sur une base large, c'est-à-dire sans accepter nécessaire-

ment notre programme. Des militants de plusieurs organisations ont d'ailleurs participé à l'organisation de cette initiative sous la bannière « *Américain, russe ou français, a bas tous les impérialismes* ».

Cette initiative a commencé par un rassemblement en marge de la manifestation officielle et s'est poursuivie par un cortège qui a rallié jusqu'à 200 personnes. Ce cortège a été assez combatif et a lancé des mots d'ordre, parfois repris par les personnes se trouvant sur les trottoirs, voir même par des militants trotskystes de province, comme celui de la bannière, ou comme « *Impérialisme français hors d'Afrique, du Liban et des Antilles* » « *Contre la guerre préparons la révolution* », qui ont rencontré un certain écho hors même de notre cortège.

Ce qu'a démontré cette manifestation, c'est d'abord la sensibilité existante au besoin de lutte contre l'impérialisme et le militarisme et l'existence d'une frange de militants susceptibles d'être entraînés sur une position qui combatte aussi son propre impérialisme. Ce phénomène ne doit pas être exagéré mais il faut en tenir compte.

L'initiative a également permis de débayer le terrain d'un travail dans cette direction en fournissant un pôle de lutte indépendante de tous les impérialismes.

Mais pour avancer dans la voie ainsi tracée il faut maintenant définir des axes de lutte et surtout des objectifs bien plus précis et concrets que ceux qui ont été avancés dans la manifestation, et qui puissent servir de points d'enracinement d'une lutte contre le militarisme et l'impérialisme dans les réactions de classe particulières à ces phénomènes dont les manifestations ne peuvent que s'aggraver

dans les prochaines années. De nombreux terrains s'offrent à des initiatives de lutte et d'organisation sur une base ouverte à tous les prolétaires : antimilitarisme, solidarité internationale, etc. Il s'agit de les explorer de façon systématique, tout en continuant à débayer le terrain politique qui peut les favoriser.

C'est cette situation particulière de décanation, de préparation d'un mouvement qui a donné leur caractère particulier au rassemblement et au cortège et leur forme même qui est nécessairement transitoire, et dans laquelle il serait illusoire de trouver la « *recette tactique* » enfin trouvée pour la lutte.

Parallèlement, nous avons appelé dans le tract à une réunion publique le dimanche 6, qui a fait le bilan de la manifestation du 5 et a cherché à tracer une perspective de lutte contre le militarisme et l'impérialisme. Une question qui a été mise en relief à côté des points rappelés précédemment, c'est l'exigence de faire ressortir concrètement, c'est-à-dire non seulement dans la propagande, mais dans les faits, c'est-à-dire dans la tactique retenue, le lien étroit qui existe, dans un domaine comme celui de la lutte contre le militarisme et l'impérialisme, entre les objectifs de lutte immédiate et la préparation révolutionnaire, et donc le besoin de la construction du parti communiste, réellement révolutionnaire et internationaliste.

C'est l'instrument indispensable pour coordonner les efforts des différents contingents nationaux du prolétariat, mais aussi pour diriger la lutte de la façon la plus efficace et donc la plus centralisée possible de la période tourmentée de guerre et de révolution qui s'est ouverte. Il faut donc pouvoir démontrer aux prolétaires combattifs et aux militants révolutionnaires que leur devoir est de renforcer le parti et de consacrer à cette tâche le maximum de soins et de sacrifices.

CONGRES CFDT: HYMNE A L'AUSTERITE

Au congrès de Metz de la CFDT, fin mai, et surtout dans les interventions d'Edmond Maire, les appels à la résignation et aux sacrifices, le ralliement ouvert et cynique du gestionnaire social-démocrate ont largement supplanté les cachemises modernes de type anti-centraliste et autogestionnaire dont la CFDT avait fait un large usage depuis quinze ans.

Selon Maire, l'ennemi principal des travailleurs n'est donc pas le capitalisme, mais « *les illusions* », les « *rêves* », « *Merlin l'Enchanteur* » (sauf erreur de notre part, l'image vient de... Raymond Barre !), et il explique : « *Si on ne baisse pas les salaires, ou on multiplie les faillites, ou l'on ferme les frontières. Et si l'on ferme les frontières, nous [appréciez le « nous » !] ne pourrions plus exporter.* » « *Delors, Delors !* » ont crié les opposants devant cette leçon de gestion capitaliste, ils auraient pu ajouter Ceyrac, Barre ou Gattaz ! Pas du tout, soutient Edmond Maire, « *les bases du socialisme autogestionnaire sont désormais jetées* ». Quant aux promotions des dirigeants CFDT, Laot, Rolant, etc., dans l'appareil d'Etat, elles s'expliquent (vieux prétexte !) par « *le souci de contrôler les profits patronaux et leur utilisation* ». Tout cela à la sauce démagogique du haro sur les « *nantis* » (toujours le fan-

tôme de Barre), notamment les fonctionnaires (dont la moitié gagne moins de 4 500 F par mois).

La faiblesse de l'opposition au congrès ne s'explique pas seulement par les ruses bureaucratiques multiples de la direction. Elle montre aussi l'aplatissement de la plupart des organisations d'extrême gauche devant la « *discipline* » syndicale, sous prétexte d'unité, aplatissement accentué depuis l'affaire des soldats en 1975. Cependant, une hostilité résolue s'est manifestée, principalement sur le renoncement aux 35 heures compensées. Aux dernières nouvelles, la perspective des 35 heures serait abandonnée par le gouvernement Mauroy même avec réduction du salaire !

Une opposition véritable ne peut se renforcer et s'élargir sans abandonner résolument la fausse voie facile de la conquête graduelle et bureaucratique d'un appareil syndical ouvertement collaborationniste et poser des jalons pour l'indépendance de classe contre l'Etat et toutes les forces de la bourgeoisie, en particulier ses larbins réformistes.

LISEZ
EL-OUMAMI

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE DU PARTI

Notre presse en allemand a une grande importance, non seulement pour le développement du parti en Allemagne même, mais aussi pour une partie de l'Europe centrale.

Nous avons publié d'abord une revue théorique, KOMMUNISTISCHES PROGRAMM, qui, à côté d'articles d'actualité, s'efforçait surtout de donner les textes fondamentaux du parti, base indispensable pour la formation des sections en Allemagne. Cette revue paraît trois fois par an, et s'est orientée ensuite davantage vers la publication d'analyses historiques et sociales et d'articles d'orientation politique. Le dernier numéro, paru en 1981, contient un article sur *La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial*, un article traitant de *La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le tiers monde* et la fin de l'étude sur *Les revendications transitoires dans la tacti-*

que communiste.

Depuis quelques années nous publions aussi un journal en allemand, PROLETARIER, qui paraît tous les deux mois. Bien qu'il garde une large place aux articles d'analyse et d'orientation générale, il développe notre propagande et notre agitation en liaison avec les luttes sociales et en prenant appui sur les préoccupations des militants qui y interviennent.

Le n° 18 de PROLETARIER, à dix pages, est très complet. Il contient des articles d'orientation politique générale : *Où en est le prolétariat international ? analyse la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière et trace le chemin qu'elle doit parcourir, et l'activité que le parti doit accomplir pour l'y aider.* Deux articles couplés, *Contre Washington, mais pas pour Bonn* et *Le danger d'une alliance avec l'impérialisme « le moins mauvais »* montrent com-

ment le prolétariat doit lutter contre tous les impérialismes et contre la préparation de la guerre impérialiste. Divers articles reprennent à propos d'événements actuels des questions politiques importantes : *La trajectoire du parti armé* évoque le terrorisme, *La question de la « grève active »* dégage une leçon des luttes en Pologne, *Le problème du pouvoir* en réponse à une discussion lancée par le mouvement des « radicaux » donne notre conception de la lutte pour le pouvoir. Une série d'articles analysent la guerre des Malouines, les résultats de trois ans de « révolution islamique », la situation en Namibie et au Salvador, en indiquant notre réponse de classe à des situations de tension aiguë. Une large place est consacrée aux luttes immédiates. Un article rappelle les *Luttes ouvrières en Belgique*, un autre indique comment les marins peuvent lutter contre la surexploitation par les compa-

gnies qui placent leurs navires sous pavillon de complaisance. Deux articles traitent de la solidarité avec les travailleurs immigrés en Allemagne, et de la nécessité d'organisations véritablement ouvertes et non sectaires pour le développement de cette solidarité. Enfin, deux articles parlent du mouvement des squatters à Berlin, qui commencent à refluer, et des manifestations contre l'agrandissement de l'aéroport de Francfort ; ces articles ne se bornent pas à donner des indications indispensables aux luttes, mais entrent dans le détail des problèmes de l'organisation aussi bien des manifs que de la lutte contre la répression bourgeoise.

On voit que notre journal allemand, malgré sa périodicité malheureusement encore faible, assume un ensemble de tâches très importantes. Il a besoin d'être non seulement diffusé, mais soutenu matériellement.

Etats-Unis

(Suite de la page 3)

tariat soit protégé... par un patronat musclé du danger de l'implantation de syndicats pourris ! En réalité, si le premier pas vers l'organisation même est rendu impossible, le travail de dénonciation et d'organisation y compris contre le gangstérisme des syndicats actuels ne peut avancer...

DES SIGNES ENCOURAGEANTS

La présence de 400 000 personnes à la manifestation syndicale du 19 septembre a surpris les organisateurs. Après la grande grève des mineurs de 1978, la courbe des grèves était tombée courant 1981, mais elle remontait à la fin de l'année, avec notamment la grève des éboueurs à New York fin décembre. Un autre signe encourageant est que l'accord analysé plus haut entre l'UAW et General Motors a été finalement voté par une **très faible majorité** des travailleurs, la plus faible de toute l'histoire du syndicalisme, 52% (contre 70% pour l'accord Ford). Le superbonze de l'UAW, Fraser,

a dû reconnaître la « difficulté » rencontrée : la nouvelle coopération tant célébrée, en Europe aussi, a du plomb dans l'aile, et nous nous en réjouissons. L'énergie combative des prolétaires américains, contrairement aux légendes, n'est pas mince, mais leurs efforts d'organisation ont été brisés ou déviés depuis les grandes tentatives de 1911-1920*.

C'est une tâche gigantesque, mais absolument nécessaire, que d'utiliser les possibilités ouvertes par la crise dans le premier capitalisme mondial, pour poser au moins les premières pierres du parti de classe capable d'opérer la jonction du programme révolutionnaire international et de luttes généreuses où les jeunes générations, moins convaincues que les précédentes du « miracle américain », joueront un rôle décisif.

* L'histoire du mouvement ouvrier aux USA, esquissée dans notre presse en langue italienne (*Il Programma Comunista* n° 4, 1982) sera reprise prochainement dans notre revue en français, *Programme communiste*.

Arbitrage et CRS contre les luttes dans l'automobile

Les CRS se sont plaints récemment d'être trop utilisés par le gouvernement de gauche. Defferre a expliqué pourquoi : oui, les décisions d'expulsion doivent être appliquées en cas d'occupation d'entreprise mais « *mon devoir est de les obtenir [...] autant que possible par la négociation. J'ai donc donné comme instruction aux préfets d'engager des négociations : dans de nombreux cas, elles ont permis que l'évacuation se fasse à l'amiable sans intervention des forces de police. Dans d'autres cas, cette intervention a été indispensable* » (voir la correspondance d'Avignon ci-contre).

Comme les gouvernements radical-socialistes Clémenceau-Millerand-Viviani au début du siècle, comme Roosevelt après la crise de 1929 aux USA, comme le Front Populaire en 1936, l'actuel gouvernement de gauche avec tous ses relais et conseillers syndicalistes, ex-gauchistes avertis de la « *sensibilité du milieu* » essaie très consciemment d'imposer la concertation, l'arbitrage obligatoire : tous ces pseudos-compromis **au bénéfice de la bourgeoisie** que les communistes ont toujours dénoncés.

C'est la visée des lois Auroux, et c'est surtout le sens dans lequel ont travaillé les syndicats à travers les trois grands conflits de l'automobile : dévier la lutte pour l'augmentation des salaires (400 F tout de suite), la baisse des cadences et la liberté de s'organiser de façon indépendante vers la nasse de la concertation, des négociations entre partenaires responsables et de la cogestion de l'austérité.

Ils ont échoué à Flins, ont réussi en apparence à Citroën, mais en réalité la reprise forcée sans vote a soulevé à Aulnay et Levallois de vives réactions. A Talbot-Poissy, la CGT, instruite par ces deux précédents, a pris les devants en empêchant les éléments combattifs de rejoindre les grévistes de l'atelier attaqué par la CSL et en entraînant les manifestants vers les mairies et les préfectures.

La jonction et l'échange d'expériences des noyaux combattifs qui ont tenu les grèves de Flins et de Citroën sont un des éléments qui permettront de résister à ces manœuvres bien articulées.

CHOOZ

(Suite de la page 1)

groupe nationalisé Usinor. Mais elle n'a pu empêcher que les ouvriers se joignent spontanément aux manifestants fin mars en barrant la route aux blindés des CRS avec des lingots d'acier !

Un mouvement de résistance se développe à l'intérieur de l'usine autour d'un groupe d'ouvriers combattifs qui dénoncent par des tracts réguliers les trahisons syndicales et qui ont défendu un certain nombre d'actions spectaculaires : vol des urnes le jour des élections, dynamitage d'un pylône EDF, envoi de cerceaux à des cadres de l'usine, etc. Et les bonzes ne parviennent pas à mettre la main sur les auteurs !

Ces ouvriers combattifs ont instinctivement compris que leur

ennemi était le même que celui des anti-nucléaires : l'Etat bourgeois et sa répression dirigée contre tout ce qui bouge et gêne les profits capitalistes. Ils ont compris le besoin d'unir les luttes pour avoir ensemble la force de faire reculer le pouvoir en employant les méthodes de l'action directe. Ils ont été rejoints début avril par des jeunes venus de Belgique, malgré les barrages policiers.

Si la lutte ouvrière parvient à s'organiser efficacement, elle peut à son tour fournir une aide précieuse au mouvement anti-nucléaire : elle peut permettre à ses éléments combattifs de refuser le bourbier écologiste interclassiste, et d'éviter l'écueil de l'isolement pour ceux qui se sont engagés sur la voie plus radicale des manifestations violentes.

Correspondance Avignon: nouvelle évacuation "socialiste"

Aux presses de Provence d'Avignon, le 15 mars 30 ouvriers sur 47 se mettent en grève. A l'origine du conflit : la signature du protocole d'accord pour des élections, la révision des coefficients de qualification, le paiement des heures supplémentaires, la suppression de la prime d'assiduité, l'application stricte de la loi sur les congés maladie, la garantie de l'emploi, l'engagement d'absence de sanction pour fait de grève, le paiement des jours de grève.

A partir du 17 mars, le personnel gréviste occupe l'atelier d'Avignon. L'imprimerie appartient à une société d'édition, qui est son principal client. Une partie de l'outil de travail avait déjà été démantelé. Depuis trois ans le patron avait entrepris la restructuration de ses ateliers. La CFDT-commerce au courant n'avait rien entrepris de son côté. Suite à des licenciements (et ceux en perspective) des travailleurs se lancèrent dans la lutte. Grâce au moyen dont ils disposaient, une campagne fut lancée avec des affiches sur les murs d'Avignon (très massivement) et par tracts.

Une manifestation des forces de gauche a été organisée. Le PCF et la CGT y ont participé. Mais ils ont décidé de suspendre ce soutien, car une nouvelle affiche était apposée. Elle disait ceci : « *Nous réclamons nos droits* », était illustrée d'un code du travail et posait une question : « un

gouvernement de gauche nous expulsera-t-il ? ».

La CFDT ne voyait que la défensive (avocat pour défendre les travailleurs assignés au tribunal de grande instance). La LCR proposait de faire arbitrer le conflit par le Prud'homme de Nîmes (tout acquis à la droite) et le PSU proposait de gérer la crise, de faire face aux licenciements grâce aux « coopératives-miracles » (sans outil de travail, sans client, sans investissements, mais avec le soutien de la gauche au pouvoir. Pauvre PSU rêvant à Lip avec un bon gouvernement !)

Le tribunal avait ordonné l'expulsion depuis le début de la grève. Le préfet convoqua les travailleurs et leur demanda quelles étaient leurs solutions au problème. Et devant le statu quo ouvriers-patrons, il ordonna l'expulsion par les forces de l'ordre. Cela se fit sans heurt, les travailleurs isolés ne pouvant s'y opposer. L'affiche décrite plus haut fut remodelée. L'illustration du code de travail fut encadrée par des CRS l'inscription « *un gouvernement de gauche nous expulsera-t-il ?* » rayée ; en dessous fut ajouté « *un gouvernement de gauche nous a expulsés* ». C'est la rude leçon qu'auront eue ces travailleurs.

Directeur-gérant : SARO
imprimerie - Editions Polyglottes -
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire
de presse : 52926

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles** : Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers** : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen** : Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble** : vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants : 3, 17, et 31 juillet, etc.

● **Au Havre** : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans** : vente sur le marché de Pontlieux, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval** : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille** : tous les mercredis de 18 à 19 h, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon** : 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14h à 16h, les samedis 1^{er} et 24 juillet, 7 et 21 août, etc.

● **A Nantes** : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris** : 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen** : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix** : vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg** : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9h à 10h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse** : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 26, 10 et 24 juillet, etc.

● **A Valence** : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 4 et 18 juillet, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne** : tous les samedis de 10 h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● **A Genève** : tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite « atelier ».

Abonnements :

1 an : 70 F. 6 mois : 35 F

Pli fermé : 105 F et 55 F

Abonnements de soutien :

à partir de 120 F

Correspondance et abonnements :

20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro ou chèque postal à l'ordre du « Prolétaire »

ALGERIE:

Libérez tous les détenus !

Nos militants et contacts, ainsi que plusieurs dizaines de militants politiques qui ont été condamnés à de lourdes peines de prison, continuent à être détenus dans la sinistre prison de Lambèse dans des conditions très dures.

D'autres détenus sont enfermés dans les geôles de Berrouaghia, de Béjaïa, de Saïda, de Constantine, etc. La répression continue de frapper ceux qui se révoltent contre l'ordre bourgeois.

Les révolutionnaires doivent manifester leur solidarité entière avec les victimes de la répression bourgeoise.

Faisons circuler l'information partout où nous le pouvons pour briser le mur du silence ! Mobilisons-nous pour arracher de meilleures conditions de détention ! Obtenons la libération de tous les prisonniers !

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de SARO avec la mention « Solidarité Algérie ».